INFORMATION SUR LE TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES

(en application des art. 13 et 14 du Règlement UE 2016/679)

La présente information décrit les modalités de traitement des données personnelles des utilisateurs qui consultent et utilisent la plateforme web www.metadestination.eu (ci-après, la « Plateforme »), développée dans le cadre du projet Interreg Italie-France Maritime 2021-2027 « META-DEST ».

1. Responsabilité conjointe du traitement

Conformément à l'art. 26 du Règlement (UE) 2016/679, les données personnelles collectées via la Plateforme sont traitées en régime de responsabilité conjointe par les partenaires du projet META-DEST. Ils ont conjointement déterminé les finalités et les moyens du traitement, en définissant leurs responsabilités respectives quant au respect des obligations découlant du Règlement.

Les responsables conjoints du traitement sont :

- **Fondazione Alghero - Musei Eventi Turismo Arte**
  Siège : Largo Lo Quarter snc, 07041 Alghero (SS), Italie
  PEC : fondazionealghero@informapec.it

- **Fondazione per l'Innovazione e lo Sviluppo Imprenditoriale (ISI)**
  Siège : Piazza del Suffragio 1, 56126 Pisa (PI), Italie
  PEC/Mail : fondazione.innovazionesviluppo@legalmail.it

- **Chambre de Commerce et d'Industrie de Corse (CCIC)**
  Siège : Terre-plein de la Madunina, 20090 Ajaccio, Corse (France)
  PEC/Mail : n.spinosi@ccihc.fr

- **Finanziaria Ligure per lo Sviluppo Economico (FILSE)**
  Siège : Via Peschiera 16, 16122 Gênes (GE), Italie
  PEC/Mail : filse.filse@pec.it

- **TVT Innovation (TVT)**
  Siège : Maison du Numérique et de l'Innovation, Place Georges Pompidou, 83000 Toulon, Région Sud (France)
  PEC/Mail : europe@tvt.fr

- **Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Artisanat et d'Agriculture de Nuoro**
  Siège : Via Papandrea 8, 08100 Nuoro (NU), Italie
  PEC/Mail : cciaa@nu.legalmail.camcom.it

L'accord de responsabilité conjointe, conformément à l'art. 26 du RGPD, établit que, bien que les responsabilités soient réparties, la personne concernée peut exercer ses droits à l'égard de et contre chacun des responsables conjoints du traitement. Le

contenu essentiel de l'accord est mis à disposition des personnes concernées sur demande adressée à l'un quelconque des responsables conjoints. Comme point de contact pour les personnes concernées, le partenaire de référence pour le territoire de l'entreprise est identifié.

2. Délégué à la protection des données (DPO)

Chaque responsable conjoint a désigné, lorsque prévu par la réglementation, son propre Délégué à la Protection des Données (DPO). Le DPO de Fondazione Alghero est Ichnossicurezza S.R.L. - Z.I. Predda Niedda Strada 18 bis – Sassari (SS) 07100 - P.IVA 02754910905 - C.F. 02754910905 – Tél. : +39 0794136984 – Email : amministrazione@ichnossicurezza.it – PEC : ichnossicurezzasrl@pec.it.

Pour connaître les coordonnées des autres DPO, veuillez contacter le responsable conjoint de référence.

3. Finalités et base juridique du traitement

Les données personnelles sont traitées aux fins suivantes et sur la base des conditions de licéité suivantes :

A) Phase 1 : Participation à l'«Appel à Idées» (Appel à Projets – Voucher)

Finalité du traitement	Base Juridique (art. 6 RGPD)
Gestion de la candidature à l'appel META-DEST: réception et enregistrement des demandes, vérification des conditions d'éligibilité.	**Art. 6, §1, b):** exécution de mesures précontractuelles prises à la demande de la personne concernée (participation à l'appel).
Évaluation des propositions: analyse des candidatures par la Commission d'Évaluation transfrontalière et le Comité de Pilotage, classement et sélection des bénéficiaires.	**Art. 6, §1, e):** exécution d'une mission d'intérêt public (gestion d'un appel financé par des fonds publics européens).
Respect des obligations légales et administratives: gestion des aides d'État (régime «de minimis»), inscription au Registre National des Aides (RNA), reporting et contrôles prévus par la réglementation nationale et communautaire.	**Art. 6, §1, c):** respect d'une obligation légale à laquelle sont soumis les responsables conjoints.
Communications relatives à la procédure: envoi de communications sur l'instruction, le résultat de l'évaluation, l'attribution de la subvention et demandes éventuelles de compléments documentaires.	**Art. 6, §1, b) et e):** exécution de mesures précontractuelles et d'une mission d'intérêt public.
Gestion de la relation avec les bénéficiaires: versement du voucher, suivi des projets, accompagnement par	**Art. 6, §1, b):** exécution du contrat/accord de subvention.

le facilitateur technologique, gestion du reporting (avancement et solde) et liquidation de la subvention.	

B) Phase 2 : Accès et utilisation de l'espace B2B de la Plateforme

Finalité du traitement	Base juridique (art. 6 RGPD)
Enregistrement et gestion du compte utilisateur: création et administration du profil pour l'accès aux services réservés de l'espace B2B.	**Art. 6, §1, b):** exécution d'un contrat dont la personne concernée est partie (fourniture des services de la Plateforme).
Utilisation des services de la Plateforme: consultation et téléchargement de matériel de formation et autres contenus disponibles dans l'espace réservé.	**Art. 6, §1, b):** exécution du contrat.
Insertion et consultation dans la base de contacts: publication des données de l'utilisateur (avec autorisation spécifique) dans la base B2B et consultation par les autres utilisateurs enregistrés.	**Art. 6, §1, a):** consentement spécifique, libre et éclairé de la personne concernée.
Envoi de communications de service et de newsletters: mises à jour sur le projet META-DEST, nouvelles opportunités ou matériels de formation.	**Art. 6, §1, a):** consentement spécifique (pour communications promotionnelles) ou **Art. 6, §1, f):** intérêt légitime des responsables conjoints (pour communications de service liées à l'utilisation de la Plateforme).

4. Catégories de Données personnelles traitées

Les responsables conjoints traitent les catégories suivantes de données personnelles:

- **Données d'identification et de contact du représentant légal ou du référent du projet:** nom, prénom, code fiscal, numéro de téléphone, adresse e-mail.
- **Données relatives à l'entreprise candidate:** dénomination, code fiscal/TVA, siège social et opérationnel, PEC, e-mail.
- **Données contenues dans la documentation du projet:** informations relatives à des prestataires tiers (raison sociale, description), pouvant inclure des données personnelles lorsqu'il s'agit d'entreprises individuelles ou de professionnels.
- **Données contenues dans les pièces jointes à la demande:** données présentes dans les CV des prestataires, copie du document d'identité du représentant légal (si la signature n'est pas numérique).
- **Données relatives aux déclarations:** informations contenues dans la déclaration «de minimis», y compris celles concernant d'éventuelles « entreprises uniques » liées.

- **Données de navigation:** adresses IP, journaux système, cookies et autres données relatives à la navigation sur la Plateforme, collectées pour en garantir le bon fonctionnement et à des fins statistiques agrégées.

Le traitement ne prévoit pas, en principe, de catégories particulières de données (art. 9 RGPD). Si de telles données étaient exceptionnellement présentes dans la documentation annexée (ex. CV), elles seront traitées uniquement pour les finalités strictement nécessaires à l'évaluation de la candidature.

5. Caractère obligatoire de la fourniture des données

La fourniture des données requises pour la participation à l'«Appel à Idées» (Phase 1) est **obligatoire**. L'absence de fourniture entraîne l'impossibilité de présenter la candidature et de participer à la sélection.

La fourniture des données pour l'enregistrement à l'espace B2B (Phase 2) est **nécessaire** pour accéder aux services réservés. La fourniture de données pour des finalités supplémentaires (ex. insertion dans la base de contacts, newsletter) est **facultative** et subordonnée à un consentement spécifique.

6. Modalités de traitement et mesures de sécurité

Le traitement est effectué au moyen d'outils informatiques et télématiques, et de manière résiduelle sur support papier, par du personnel autorisé et formé par les responsables conjoints. Des mesures techniques et organisationnelles appropriées sont adoptées afin de garantir un niveau de protection proportionné au risque, conformément à l'art. 32 du RGPD, pour prévenir la perte de données, leur utilisation illicite ou incorrecte et les accès non autorisés.

7. Destinataires des données

Les données personnelles pourront être communiquées à:

- Personnel autorisé des responsables **conjoints du traitement**.
- Membres de la **Commission d'Évaluation** transfrontalière et du **Comité de Pilotage** du projet META-DEST, pour les activités d'évaluation.
- **Autorités publiques** nationales et communautaires, en exécution d'obligations légales (ex. Autorité de Gestion du Programme Interreg, Registre National des Aides).
- **Tiers fournissant** des services instrumentaux à la gestion de la Plateforme (ex. prestataires de services informatiques, hébergement, maintenance), désignés comme Sous-traitants au sens de l'art. 28 du RGPD.
- En Phase 2, **aux autres utilisateurs enregistrés** de l'espace B2B, dans la limite des données pour lesquelles la personne concernée a donné son consentement explicite à la publication dans la base de contacts.

Les données ne feront pas l'objet d'une diffusion indiscriminée.

8. Transfert des données à l'étranger

Le traitement des données a lieu au sein de l'Union Européenne (Italie et France). Aucun transfert de données personnelles vers des pays tiers ou des organisations internationales n'est prévu. Si un tel transfert devait intervenir à l'avenir, il sera effectué

uniquement en conformité avec les dispositions du Chapitre V du RGPD (art. 44 et s.), après adoption de garanties appropriées (ex. décisions d'adéquation, clauses contractuelles types).

9. Durée de conservation des données

Les données personnelles seront conservées pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles sont traitées, dans le respect du principe de minimisation. En particulier :

- Pour les entreprises **bénéficiaires** du voucher, la documentation relative à la candidature et au reporting sera conservée **10 ans après la fin du projet META-DEST**, conformément aux obligations de conservation prévues par la réglementation sur les fonds européens.
- Pour les entreprises **non admises ou non financées**, les données seront conservées pendant la durée nécessaire à la gestion d'éventuels recours ou contentieux et à des fins administratives, et en tout état de cause au maximum 24 mois après la publication du classement final, puis elles seront supprimées ou anonymisées.
- Pour les utilisateurs enregistrés à l'**espace B2B**, les données seront conservées tant que le compte restera actif. En cas de suppression du compte, les données seront effacées dans un délai de 12 mois, sous réserve d'obligations légales imposant une conservation plus longue.

10. Droits des personnes concernées

À tout moment, la personne concernée peut exercer, conformément aux art. 15 à 22 du RGPD, les droits suivants :

a. **Droit d'accès (art. 15)**: obtenir la confirmation qu'un traitement de données personnelles la concernant est en cours ou non et, le cas échéant, accéder aux données.

b. **Droit de rectification (art. 16)**: obtenir la correction de données personnelles inexactes.

c. **Droit à l'effacement (« droit à l'oubli », art. 17)**: obtenir la suppression des données personnelles, dans les cas prévus par la loi.

d. **Droit à la limitation du traitement (art. 18)**: obtenir la limitation du traitement dans certains cas.

e. **Droit à la portabilité (art. 20)**: recevoir les données personnelles fournies dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine, et les transmettre à un autre responsable, dans les cas prévus.

f. **Droit d'opposition (art. 21)**: s'opposer à tout moment au traitement des données personnelles pour des motifs liés à sa situation particulière, notamment pour les traitements fondés sur l'intérêt public ou l'intérêt légitime.

g. **Droit de ne pas faire l'objet d'une décision automatisée (art. 22)**: y compris le profilage, produisant des effets juridiques la concernant ou l'affectant de manière significative.

Les demandes d'exercice de droits peuvent être adressées à l'un quelconque des responsables conjoints, de préférence à celui de référence pour son territoire, en utilisant les contacts indiqués au point 1.

11. Droit de réclamation

Les personnes concernées qui estiment que le traitement de leurs données personnelles constitue une violation du RGPD ont le droit d'introduire une réclamation auprès de l'Autorité de contrôle compétente (pour l'Italie : le Garante per la protezione dei dati personali, www.gpdp.it; pour la France: la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés, www.cnil.fr), conformément à l'art. 77 du Règlement, ou de saisir les juridictions compétentes (art. 79 du Règlement).

12. Mises à jour de l'information

La présente information pourra faire l'objet de modifications et de mises à jour. Il est donc conseillé de consulter périodiquement cette section de la Plateforme.

Dernière mise à jour : 08/09/2025